

Veille – semaine du 28 avril 2013

1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

Ontario – Francophonie

30 avril 2013 - Le Réseau du patrimoine franco-ontarien et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario joignent leurs forces pour la mise en place d'un village d'antan franco-ontarien à l'aube des célébrations du 400e anniversaire de la présence francophone en Ontario. Il sera situé à Saint-Albert. «La communauté franco-ontarienne, à l'aube de ses 400 ans de présence en Ontario qui seront célébrés officiellement en 2015, doit se prévaloir d'un outil de mémoire collective tel que le Village d'antan franco-ontarien», a déclaré le président du RPF0, Pierre Riley.

<http://www.lexpress.to/archives/11819/>

30 avril 2013 - Près de 200 jeunes des écoles secondaires de la région de Toronto avaient rendez-vous jeudi dernier dans les locaux du Collège universitaire Glendon pour un Forum local organisé par Le français pour l'avenir. Au cours de la journée, ils ont assisté à plusieurs ateliers donnés en français par des représentants de la communauté francophone de Toronto qui leur ont parlé de la chance de pouvoir étudier, vivre et travailler en français. Sophie Gravel, agente de liaison au Collège universitaire Glendon a coordonné l'organisation du Forum local de Toronto, qui a lieu une fois par an. «On contacte les écoles et on leur dit de venir en grand nombre. Cette année, près de 20 écoles ont répondu présent, des écoles d'immersion, francophones et de français enrichi. On veut leur montrer les possibilités du français au-delà de l'école. Leur dire 'Voici les bénéfices de continuer à vivre en français'», explique-t-elle.

<http://www.lexpress.to/archives/11802/>

2 mai 2013 - L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario accueille favorablement le budget ontarien présenté le 2 mai dernier par le gouvernement de Kathleen Wynne, plus particulièrement en ce qui a trait aux initiatives positives dans les secteurs de l'éducation, des soins de la santé, de la culture ainsi que de l'agriculture. Malgré les conjonctures économiques difficiles, ces mesures assureront un avenir meilleur pour l'ensemble de la population ontarienne, et nous félicitons le gouvernement de maintenir le cap sur des secteurs qui sont indispensables pour l'épanouissement des Ontariens.

www.monassemblee.ca

Canada – Francophonie

30 avril 2013 - La Coalition des femmes de l'Alberta a tenu son 4e forum Génération'ELLES ainsi que son assemblée générale annuelle les 16 et 17 avril derniers à La Cité francophone. Une quarantaine de femmes s'y était rassemblée pour un weekend de rencontre et d'apprentissage. Le bal a été lancé le vendredi soir avec un vins et fromages en présence de la Sénatrice Claudette Tardif, de personnalités féminines de la francophonie albertaine et de quelques hommes qui appuient leur cause. La coordonnatrice communautaire du Réseau santé albertain, Margo Fauchon, y a présenté la démarche du projet de dépistage des personnes à risque de diabète qui s'est terminé il y a quelques semaines.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/francophonie-albertaine/617-la-femme-a-lhonneur.html>

30 avril 2013 - Une garderie ouvrira ses portes le 6 mai dans la communauté francophone de Sainte-Agathe, située au sud de Winnipeg. Le Coin magique accueillera des enfants de trois mois à 12 ans. L'établissement pourra s'occuper de 8 bébés, 24 petits d'âge préscolaire et de 15 élèves. « La garderie est rattachée à l'école Sainte-Agathe. Ils ont construit un bâtiment juste pour nous », a expliqué sa directrice, Lorraine Milan.

<http://www.radio-canada.ca/regions/manitoba/2013/04/30/006-garderie-sainte-agathe.shtml>

30 avril 2013 - Les porte-parole des minorités acadiennes et canadiennes-françaises hors Québec sont restés largement à l'écart du débat linguistique qui entoure l'étude du projet de loi 14 à l'Assemblée nationale, mais une composante au moins devrait les préoccuper : il s'agit de l'abolition de l'exception permettant aux enfants de militaires francophones de fréquenter l'école anglaise au Québec. En quoi cela concerne-t-il les francophones à l'extérieur du Québec, direz-vous ? La justification d'une fréquentation de l'école anglaise pour ces petits francophones repose, en bonne partie, sur une perception - répandue - que les familles de militaires se retrouveront nécessairement en milieu anglophone si elles quittent le territoire québécois. Ainsi la réaction sans doute typique de cette mère dont l'enfant fréquente une école de la Commission scolaire Central Québec (région de Québec, Saguenay, etc.) et qui devra déménager en Ontario dans deux ans : « Les amis, l'école, le travail, il faudra connaître l'anglais... »

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-allard/201304/29/01-4645807-militaires-et-loi-101.php>

1 mai 2013 - Les conseils scolaires francophones de l'Ouest et des territoires veulent travailler ensemble pour développer des politiques qui résoudraient leurs impasses judiciaires. Les conseils scolaires francophones de l'Ouest et des territoires ont vécu ces dernières années de nombreuses batailles juridiques avec leur gouvernement respectif. Dans le but d'éviter de nouveaux procès, ils se sont mis d'accord cette semaine à Regina sur l'idée d'élaborer une politique qui établirait les responsabilités des conseils scolaires et celles du gouvernement.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2013/05/01/007-conseils-scolaires-francophones-politique.shtml>

1^{er} mai 2013 - Deux représentants de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) tenteront d'aider le Centre de santé communautaire bilingue Saint Thomas d'Edmonton à redresser sa situation financière. Selon Dolorèse Nolette, présidente de l'ACFA, le centre est confronté à d'énormes difficultés financières, car il ne reçoit pas assez d'argent de Services de santé Alberta, particulièrement pour les aînés en soins prolongés. L'ACFA, qui ne précise pas les détails du manque à gagner, tentera d'aider les responsables à trouver des moyens de s'en sortir. « Notre rôle n'est pas un rôle de prise en charge; c'est un rôle politique, un rôle d'influence et d'accompagnement pour le conseil, en se donnant du temps pour trouver des solutions en fin de compte pour que le centre puisse continuer de répondre aux besoins en santé des aînés francophones », explique Mme Nolette.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/05/01/005-centre-st-thomas-acfa-edmonton.shtml>

1 mai 2013 - La directrice adjointe de l'éducation au Conseil des écoles fransaskoises (CEF), Frankie LaClare, estime que l'aide apportée aux élèves est beaucoup plus efficace depuis que le CEF a conclu une entente avec le Centre psychosocial d'Ottawa (CPS) en octobre dernier. Depuis janvier, 110 jeunes ont bénéficié d'un appui plus spécifique étant donné que les enseignants sont mieux outillés pour faire face aux jeunes qui présentent des problèmes de comportement.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2013/05/01/005-cef-aide-eleves-entente-cpo.shtml>

2 mai 2013 - Le groupe de pression anglophone Canadian Rights in Quebec (CRITIQ) a récemment orchestré une campagne de pression à l'égard des conseillers municipaux de Montréal dans l'objectif que la ville de Montréal obtienne un statut bilingue. Cette revendication correspond à une attaque en règle pour minoriser définitivement les usagers du français, autant dans leur langue maternelle que dans la langue d'usage et la langue de travail. Les services gouvernementaux ont un rôle crucial à jouer dans l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants. Quand des services gouvernementaux sont donnés en anglais, ils envoient alors le message que le Québec est un État bilingue où il n'est pas nécessaire de connaître le français.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/377134/un-arret-de-mort-d-une-metropole-francaise>

2 mai 2013 - La Société d'éducation de l'Alberta (Éduk) a convié les organismes de la francophonie le 1er mai dernier, pour une réunion de mise au point sur la demande et les ressources en éducation des adultes en français dans la province. Éduk a déménagé son siège social à Edmonton en 2012 afin de profiter d'un soutien administratif du Centre collégial de l'Alberta et de centraliser ses activités. Malheureusement, le Conseil d'administration (CA) ne compte que trois personnes et les ressources financières s'amincissent d'année en année.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/francophonie-albertaine/621-eduk-veut-rallier-les-troupes.html>

2 mai 2013 - L'émission bilingue sur le poste Shaw TV revient pour une deuxième saison. « On a eu beaucoup de bonnes rétroactions, surtout de la part des anglophones », s'exclame la créatrice et réalisatrice de l'émission, Suzanne de Courville Nicol. Comme pour la première saison, il y aura six épisodes mettant en vedette les acteurs de la francophonie à Calgary. Mme de Courville Nicol ne croyait pas poursuivre l'aventure avant l'automne, mais une réponse positive de la part de Shaw TV a accéléré le processus. « Il faut toujours soumettre une demande pour un projet, explique-t-elle. Puisqu'on avait déjà produit une saison, ça a été très vite. » La saison précédente de Hello-Bonjour Calgary a été diffusée de janvier à mars.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/francophonie-albertaine/619-hello-bonjour-calgary-de-retour-en-ondes-.html>

2 mai 2013 - La formation d'excellence en service à la clientèle, en Saskatchewan, s'étendra dorénavant à un marché nouveau et diversifié grâce au lancement, ce mois-ci, de Service Best en français par Tourisme Saskatchewan. Il s'agit de la même formation Service Best, déjà appréciée par des centaines d'entreprises en Saskatchewan, maintenant offerte à nos collègues fransaskois pour servir un large marché englobant l'ensemble de la province.

<http://www.fransaskois.info/formation-en-service-a-la-clientele-service-best-maintenant-offerte-en-francais-n591-t9832.html>

International – *Francophonie*

3 mai 2013 - Afin de valoriser son patrimoine, le conseil général du Tarn vient de lancer un appel à projet auprès de toutes les communes du département pour l es a ider à se doter de panneaux d'entrée d'agglomération en occitan. Voté le 22 mars 2013 par l'assemblée départementale, ce programme se déroulera sur 3 ans et permettra aux communes de bénéficier d'un financement de 80 % du coût total de deux panneaux d'entrée de ville en occitan. Pour les communes dont le nom en occitan est identique à celui en français, un panneau représentant une croix occitane sera installé.

<http://www.ladepeche.fr/article/2013/05/03/1618778-une-aide-pour-des-panneaux-en-occitan.html>

2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Ontario – *Francophonie*

2 mai 2013 - Avec un peu d'efforts et de bonne volonté, la transmission du français aux rejetons d'un couple mixte peut être un jeu d'enfant, assure Kristine Gavrel-McKeague, elle-même mère d'enfants «exo» issue d'une famille «exo». Pas toujours facile d'élever ses enfants en français quand l'un des parents ne comprend pas cette langue, encore plus lorsqu'on habite en milieu minoritaire. C'est pourtant la réalité de dizaines de milliers de familles franco-ontariennes. Kristine Gavrel-McKeague en sait quelque chose. Élevée dans les deux langues, dans une famille où la mère était anglophone et le père francophone, la résidente de l'ouest d'Ottawa a insisté pour que ses enfants soient élevés en français lorsqu'il est venu le temps de fonder sa propre famille.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/actualites-regionales/201305/02/01-4646863-choisir-de-transmettre-le-francais.php>

2 mai 2013 - L'exogamie. Plus des deux tiers des familles franco-ontariennes en seraient atteints. Une maladie contagieuse? Pas tout à fait. Mais le phénomène pousse les acteurs de la communauté à redoubler d'efforts et de créativité pour assurer la pérennité du fait français en Ontario. Elle est bien révolue, l'époque où les Canadiennes-françaises de l'Ontario trouvaient mari au sein même de leur village, sur les bancs d'école ou sur ceux de l'église. Un mari qui, ça allait de soi, avait lui aussi le français comme langue maternelle.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/actualites-regionales/201305/02/01-4646855-une-famille-deux-langues-une-realite.php>

Canada – *Francophonie*

29 avril 2013 - Nous nous sommes battus pour elle et nous nous battons encore aujourd'hui. Par contre, certains la massacrent sans même le savoir. La langue française se désintègre et c'est nous-mêmes qui avons enclenché le bouton « désintégration ». Comment ? À l'aide de nos ordinateurs et de nos conversations. Sommes-nous de vilains meurtriers de la langue ? La technologie est-elle une ennemie ou une alliée? À mon avis, qu'on le veuille ou non, elle nous affecte et affecte notre français. Voici mon coup d'oeil sur le mal du siècle.

<http://www.lapresse.ca/le-quotidien/201304/29/01-4645580-meurtriers-du-francais.php>

4 mai 2013 - La décision controversée du gouvernement conservateur d'abolir le caractère obligatoire du formulaire long de recensement a eu un impact sur l'usage qu'on pourra faire des données linguistiques recueillies par Statistique Canada. L'organisme a dévoilé vendredi une étude où il appelle les utilisateurs à « faire preuve de prudence dans l'interprétation de l'évolution de la situation linguistique entre 2006 et 2011 ».

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/377429/prudence-reaffirme-statistique-canada>

International – Francophonie

30 avril 2013 - Dans certains milieux professionnels, l'alsacien est très utilisé. C'est le quotidien des boulangeries, restaurants, des hôpitaux ou maisons de retraite... Pourtant mentionner que la langue alsacienne est souhaitée lors d'une embauche est interdit. Et ce, y compris lorsqu'ils en ont besoin pour exercer au mieux leur activité. Du coup, des stratégies de contournement se sont mises en place. « Mir rede elsassisch » (« nous on parle alsacien »), revendiquent les dialectophones. L'alsacien est aujourd'hui encore l'une des langues régionales la plus parlée en France. En Alsace, elle est toujours utilisée par une petite moitié de la population (voir infra), en famille, mais aussi au travail. Dans les milieux artisans, commerçants et médicaux, la langue régionale est même un outil de travail, comme pourrait l'être l'anglais.

<http://www.rue89strasbourg.com/index.php/2013/04/30/societe/alsacien-un-critere-apprecie-mais-interdit-a-lembauche/>

International - Minorités linguistiques

28 avril 2013 – Mexique : Though there are about 400 languages from all over the world that are in danger of disappearing completely, Zoque-Ayapaneco, an indigenous Mexican language is considered the most likely to become extinct, because the only two people in the world that speak it fluently, do not talk to each other! And, it's not because they live in different countries, states or even villages - In fact, Manuel Segovia and Isidro Velazquez, both in their 70's, reside within 500 yards of each other, in the village of Ayapa in the Southern Mexican State of Tabasco. They however, refuse to converse because they simply don't have much in common. Segovia is apparently a little 'brusque' in nature whilst Velazquez is described as 'stoic'.

<http://www.dogonews.com/2013/4/28/worlds-most-endangered-language-is-spoken-by-only-two-people-who-dont-talk-to-each-other>

1 mai 2013 – Nigéria : Can anyone claim to be a Nigerian without being able to speak any Nigerian language fluently? It is becoming evident that there is nothing to call our own again in Nigeria. Economically, we are not there; in terms of governance and administration, it nothing to write home about, and lamentably the only rich and captivating thing about being a Nigerian, which is our culture and language has been neglected. You can imagine the prohibition of Nigerian indigenous languages in the National Assembly. Little wonder it is referred to as vernacular in Nigerian school. In homes of many Nigerians, children are no longer trained in local dialects. Rather, they are preferably trained in the English language. The children fail to learn their indigenous languages at their tender age. It has become a rule that children must be able to speak English “perfectly” before they can learn their indigenous language.

<http://tribune.com.ng/news2013/index.php/en/component/k2/item/10789-the-neglect-of-our-indigenous-languages>

2 mai 2013 – Afrique : Au Tchad, des langues maternelles tendent à disparaître, sous la menace de deux principales. Des actions sont en train d'être menées timidement pour leur sauvegarde et promotion. "Il existe de risque qu'en ville on ne parle plus la langue maternelle pure aux enfants", s'alarme Dr Khalil Alio, linguiste et doyen de la Faculté des Langues, lettres, arts et communication de l'Université de N'Djaména. A N'Djaména, la capitale tchadienne, l'arabe dialectal et le ngambay (une langue parlée dans les régions du Logone au sud du pays) ont pris le dessus sur les autres langues parlées. Certaines familles ont même adopté l'une de ces deux langues au détriment de leurs langues maternelles. Dans d'autres régions, certaines langues ont disparu du fait qu'on ne les parle presque plus. "Beaucoup de langues sont en danger. Le babalia et le beraku, parlés jadis dans le Chari Baguirmi, n'existent plus. Dans la Tandjilé, le goundo a disparu. Le dernier vieillard qui parlait est mort et on est en train de chercher si on ne peut pas trouver quelqu'un d'autre qui le parle. Les langues du Guéra, Batha, Salamat et du Ouaddaï sont menacées de disparition par l'arabe dialectal", déclare Dr Khalil Alio.

<http://french.cri.cn/621/2013/05/02/581s323186.htm>

2 mai 2013 - D'après l'UNESCO, les langues rares sont menacées de disparition. Les mécanismes de la mondialisation et l'internationalisation des échanges mettraient en danger près de 90% des langues parlées aujourd'hui. Pourtant ces langues peuvent représenter un vecteur de croissance. Le site Harvard Business Review nous propose un article traitant du potentiel que représentent les langues dites rares pour les entreprises. En effet, d'après une récente étude, près de 12.5% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial est réalisé dans des zones où les langues dites majeures (comme l'anglais ou l'espagnol par exemple) ne sont pas utilisées.

<http://www.repandre.com/Les-langues-rares-Une-source-de,34081.html>

3. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ontario – Francophonie

2 mai 2013 - Les francophones de l'Ontario devront encore attendre avant que le gouvernement libéral de Kathleen Wynne ne donne suite à ses promesses d'instaurer une nouvelle bourse d'études et d'accroître l'offre de programmes d'études postsecondaires en français dans le centre et le sud-ouest. Les deux mesures étaient absentes de l'ébauche budgétaire déposée à Queen's Park, jeudi. « Il va y avoir des annonces plus tard », a relancé Madeleine Meilleur, ministre de la Sécurité communautaire et de la Sécurité publique et ministre déléguée aux Affaires francophones, au Droit.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/queens-park/201305/02/01-4646952-postsecondaire-les-francophones-devront-attendre.php>

3 mai 2013 - La ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur, assure que les francophones ont obtenu leur compte dans le budget présenté jeudi à Queen's Park. Elle a réagi ainsi, vendredi matin, en réponse aux critiques de l'Assemblée de la francophone de l'Ontario (AFO) qui, par voie de communiqué, reproche l'absence des mots « francophones » et « français » dans la présentation du budget. Précisant être tout de même satisfaite des mesures annoncées, l'AFO dit rester « sur sa faim » quant à l'impact de ces politiques sur la francophonie de la province. « Aucune mention de nouvelles infrastructures postsecondaires, ni du développement des services de santé en français, ni d'un commissaire sur les services en français autonome, enjeux qui sont voilés d'une ambiguïté impossible à ignorer et qui sont essentiels à l'épanouissement des francophones », peut-on lire dans le communiqué.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2013/05/03/003-budget-ontarien-madeleine-meilleur-francophonie.shtml>

3 mai 2013 - Le réveil a été difficile ce matin pour les étudiants francophones qui espéraient beaucoup du premier budget déposé par l'équipe de la première ministre Kathleen Wynne. L'absence d'une mention à la mise en place d'une nouvelle bourse d'études et d'un accroissement des programmes d'études postsecondaires en français dans le centre et le sud-ouest provoque en tout cas l'ire du Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO): « Nous attendions mieux. Le gouvernement semblait pourtant avoir fait un pas dans ce sens après le discours du trône voilà un mois », se désole Geneviève Latour, coprésidente de l'organisme

<http://www.expressottawa.ca/Actualites/2013-05-03/article-3232950/Les-etudiants-francophones-denoncent-le-budget-ontarien/1>

Canada – Francophonie

27 avril 2013 - Au terme de la commission parlementaire sur le projet de loi 14 visant à renforcer la place du français au Québec, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, refusait «...

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/376804/du-plomb-dans-l-aile>

29 avril 2013 - Le chef de la CAQ, François Legault, tient mordicus à ce que les militaires francophones puissent continuer à envoyer leurs enfants à l'école anglaise au Québec. Son argument principal pour s'opposer à la disposition du projet de loi 14 qui abolirait ce droit est que les militaires peuvent être appelés à se déplacer avec leur famille d'une province à l'autre. Il serait donc préférable pour leurs enfants de ne pas changer de langue d'enseignement s'ils sont mutés dans une province anglophone. Pourtant, il a été clairement démontré durant la commission parlementaire qu'il y a une école française à proximité de chacune des 25 bases militaires au Canada anglais, sauf à celle de Terre-Neuve, là où l'assimilation de la communauté francophone est la plus impitoyable.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/376858/l-armee-inculque-t-elle-la-honte-du-francais>

30 avril 2013 - Dans une lettre ouverte affichée sur son site web, le commissaire aux langues officielles du Canada, Graham Fraser, a commenté *The Big Shift*, un essai de deux personnalités influentes au Canada anglais, le journaliste John Ibbitson et le sondeur Darrell Bricker, qui soutiennent que le centre de gravité politique, économique et démographique du Canada s'est déplacé vers l'ouest et que ce qu'ils appellent l'«élite laurentienne» est hors course. «Il est indiscutable que le portrait démographique du pays se transforme. Mais je pense que les auteurs se trompent sur plusieurs points», estime M. Fraser, lui-même ancien journaliste.

<http://www.lexpress.to/archives/11809/>

1^{er} mai 2013 - Nous aimerions faire écho au texte de Jerry Beaudoin paru le 24 avril dans la section Idées du Devoir sur la formation des enseignants, plus spécialement en ce qui concerne la langue. Cette formation est effectivement déficiente au Québec, et ce, tant en formation initiale que continue, et il est dommage que le Sommet sur l'éducation qui s'est tenu en janvier dernier n'ait pas même effleuré le sujet.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/377050/pour-une-meilleure-maitrise-du-francais>

1 mai 2013 - Les élus de l'Assemblée nationale ne s'entendent pas sur les mesures proposées par le gouvernement pour moderniser ou pour renforcer la Charte de la langue française. Le jeu politique explique pour une bonne part les difficultés actuelles. Mais la société elle-même est divisée à l'égard des solutions envisagées ou proposées, lesquelles sont de l'ordre du statut de la langue. Les divergences observées au sein de la représentation nationale seraient le reflet de l'opinion et des hésitations des citoyens eux-mêmes.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/377021/charte-en-attendant>

1^{er} mai 2013 - On ne peut pas reprocher à Diane De Courcy de jouer les kamikazes avec l'avenir du français. Dès le départ, la ministre a pris bonne note du statut minoritaire de son gouvernement en déposant un projet de loi qui ne traitait pas des écoles passerelles et qui renonçait à assujettir les cégeps à la loi 101. La ministre n'a pas non plus fait mystère de l'opposition constatée à propos de certaines mesures phares du programme linguistique du PQ. Cette semaine, elle démontrait sa capacité d'écoute en se rendant aux critiques justifiées à l'encontre des dispositions trop carrées visant le retrait du statut de «municipalités bilingues», lorsque les anglophones tombaient en deçà du seuil des 50%.

<http://www.lapresse.ca/debats/nos-collaborateurs/claudette-carbonneau/201304/30/01-4646117-non-a-une-coquille-vide.php>

1^{er} mai 2013 - Le gouvernement albertain fera construire un nouvel édifice pour l'école francophone La Mosaïque dans le nord-est de Calgary. Il s'agit de la quatrième nouvelle école francophone à être annoncée par la province au cours des dernières semaines. Les autres seront bâties à Red Deer, Airdrie et Cochrane. L'école La Mosaïque est actuellement installée dans des classes modulaires, n'a pas de gymnase et accueille 150 élèves, de la première à la sixième année. Le nouvel édifice aura une capacité de 300 à 350 élèves. Anne-Marie Boucher, présidente du Conseil scolaire du sud de l'Alberta, s'attend à ce que les nouvelles places soient rapidement occupées.

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2013/05/01/004-nouvelle-ecole-la-mosaique-calgary.shtml>

2 mai 2013 - La députée de Hull, Maryse Gaudreault, croit que les parents francophones qui souhaitent envoyer leurs enfants à l'école anglaise puissent de le faire. Offrir une telle possibilité à des parents francophones est actuellement en contravention avec la Charte de la langue française. Mme Gaudreault a fait cette réflexion, hier, à l'Assemblée nationale, pendant les débats sur le projet de loi 14 portant sur l'avenir du français au Québec. En entrevue avec LeDroit, la députée de Hull a précisé qu'elle parlait des enfants de parents militaires, à qui le gouvernement veut retirer la possibilité de fréquenter une école anglophone, même s'ils sont francophones.
<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/education/201305/01/01-4646631-gaudreault-veut-ouvrir-lecole-anglaise-a-tous-les-quebecois.php>

2 mai 2013 - Les nouvelles plaques d'immatriculation bilingues n'attirent pas les automobilistes au Manitoba
<http://www.radio-canada.ca/widgets/mediaconsole/medianet/6675916###>

2 mai 2013 - Le non renouvellement du Programme de développement culturel et communautaire (PDCC) n'est pas censé affecter les besoins des francophones en milieu minoritaire. Le Programme de développement culturel et communautaire (PDCC) traditionnellement géré par le gouvernement territorial (GTNO) et cogéré par la communauté francophone a été rapatrié à Patrimoine canadien pour la gestion financière. Ce changement a des conséquences nombreuses. Léo-Paul Provencher, le directeur général de la Fédération franco-ténoise (FFT) l'a appris d'une façon informelle lors d'une rencontre. Cependant, tout confirmait que ce dernier n'était plus sous l'autorité du gouvernement ténénois.
<http://www.aquilon.nt.ca/Article/Le-PDCC-change-de-main-201305021142/default.aspx#article>

3 mai 2013 - La Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse se dit sensible aux préoccupations de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick sur la refonte de la carte électorale. Le président de l'organisme, Justin Mury, juge qu'il est dommage que l'importance de la voix des Acadiens en Atlantique soit remise en question tous les 10 ans. En Nouvelle-Écosse, des circonscriptions acadiennes ont été rayées de la carte. Au Nouveau-Brunswick, des municipalités et la Société de l'Acadie tentent d'obtenir l'appui de députés contre des changements de circonscription. La Fédération est prête à aider la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick si cette dernière entreprend des démarches devant les tribunaux.
<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/05/03/003-appui-fane-nouveau-brunswick.shtml>

International - *Minorités linguistiques*

30 avril 2013 – United Kingdom : Making Welsh an official EU language would waste millions of pounds a year, according to Welsh Conservative MEP Kay Swinburne. Instead, she argues, the steps taken over the last 20 years to ensure Welsh survives should be used as a model to protect other minority languages across Europe. Last week Plaid Cymru MEP Jill Evans declared that Welsh should become an official language of the EU. She said: "We won semi-official status for the Welsh language in Europe in 2008. That was a welcome step and has done a great deal to raise the profile of Wales and our language and culture. But I see it as a step towards achieving real equality, which means full official status.

<http://www.walesonline.co.uk/news/wales-news/welsh-should-not-become-official-3209950>

30 mars 2013 – Kosovo : Koço Donaj inspiring a campaign to call for the establishment of a single state for all Albanians · Proposal runs in parallel to that of the Red and Black Alliance party, which wants a referendum on unification to be held · The idea of a single Albanian state is more popular in Kosovo than in Albania. Breton associations and political parties are trying to give momentum to the proposal of Brittany's reunification through a new manifesto where they link Brittany's territorial integrity to democratic and linguistic improvements. A historical claim of Breton nationalism (the merger of the official Region of Brittany and the department of Loire Atlantique, see map) is thus now binded to two important political and administrative demands.

<http://www.nationalia.info/en/news/1430>

3 mai 2013 – Georgie : NEWS IN BRIEF. Georgian Olympic Committee decides not to use event as a sign of protest against Abkhazia and South Ossetia independence. Georgian National Olympic Committee yesterday decided to take part in 2014 Winter Olympic Games to be celebrated in February in Sochi (Russia). According to Georgian on-line newspaper Civil.ge, the president of the Committee, Leri Khabelov, has said that politics and sport should remain separated in this case. The Olympics had been yet another sore point in the relationship between Russia and Georgia. Sochi is situated relatively close to Abkhazia, one of the two republics (the other one being South Ossetia) that were recognized as independent states by Russia in 2008, after a brief war between Russians and Georgians in August.

<http://www.nationalia.info/en/news/1433>

4. RELATIONS INTRACOMMUNAUTAIRES

Canada – Francophonie

3 mai 2013 - I read with interest Matthew McCully's April 15 article on the Opinion page, "I'm a Quebecer and a musician first; being anglo is beside the point," as well as Donna Cameron's April 18 letter to the editor, "Speaking English can be controversial." Both commentaries suggest language isn't a core concern for them as Quebecers. But as a francophone, I have a different view. Like Matthew McCully, I am fully bilingual. I am a lawyer and I proudly serve my clients in the language of their choice, whether it's French, English, Spanish or Danish. Like McCully, I have lived abroad, having studied and worked in Denmark, Sweden, Bolivia, Belgium and England. As a French Canadian, I learned English while studying at McGill University and in England.

<http://www.montrealgazette.com/business/Opinion+Language+still+issue+many+young+francophones+Montreal/8333710/story.html#ixzz2SNjRDHGE>

5. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADÉMIQUE

Ontario – Francophonie

30 avril 2013 - La communauté universitaire et la francophonie torontoise viennent de perdre un précieux allié et un fleuron de la littérature. Le professeur et écrivain Claude Tatilon est décédé chez lui, entouré des siens, dans la nuit du 27 au 28 avril. Il savait depuis quelques mois qu'il souffrait d'un cancer incurable. Né le 3 janvier 1938 à Marseille (France), Claude Tatilon était linguiste, traducteur et romancier. Établi à Toronto depuis 1972, ce professeur au Collège Glendon de l'Université York avait fondé, en 1979, le Programme de baccalauréat en traduction et avait été successivement directeur du Programme de maîtrise en traduction et du Département d'études françaises.

<http://www.lexpress.to/archives/11830/>

5 mai 2013 - Le Regroupement étudiant franco-ontarien presse le gouvernement de ne pas remettre indéfiniment la création d'une université de langue française dans la province. La question sera au coeur de la 4e assemblée générale du REFO cette fin de semaine à Toronto. Le reportage de Karim Djinko

http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml?urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2013/CJBC/BulletinRegionalCJBC201305031500_1.aspx#

Canada – Francophonie

3 mai 2013 - Plus de 300 enseignants francophones se sont réunis à Moncton vendredi pour s'interroger sur les défis de l'école francophone en milieu minoritaire. Organisé dans le cadre du 50e anniversaire de l'Université de Moncton, le colloque abordait entre autres la thématique de la qualité du français dans les écoles. Le sujet délicat provoque parfois de vives réactions, a reconnu Debbie Dodier, directrice de l'École Donat-Robichaud de Cap-Pelé. « Ça vient nous chercher, puisqu'on s'est toujours senti complexé. À cause de notre accent on semblait nous dire : "Vous n'avez pas une langue correcte". » — Debbie Dodier, directrice de l'École Donat-Robichaud de Cap-Pelé

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2013/05/03/012-colloque-francais-minoritaire-ecole.shtml>

6. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

Ontario - Francophonie

4 mai 2013 - Il y a 15 ans voyaient le jour les conseils scolaires catholiques francophones en Ontario. L'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) célèbre, hier, l'anniversaire symbolique des huit conseils de la province et, du coup, les 225 ans de présence de l'éducation catholique de langue française en Ontario. «Quoique les conseils catholiques francophones actuels n'aient été créés que depuis quinze ans, l'histoire riche de l'éducation catholique francophone remonte à l'époque de la Nouvelle-France dans la région de Windsor. L'histoire de l'éducation catholique de langue française en Ontario est marquée par la persévérance, la témérité et l'engagement», a commenté Mélinna Chartrand, présidente de l'AFOCSC.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/actualites-regionales/201305/04/01-4647623-quinze-ans-deducation-pour-les-conseils-catholiques-francophones.php>

Canada - Francophonie

2 mai 2013 - La Cour suprême du Canada a annoncé ce matin qu'elle entendrait la cause opposant le Franco-Ontarien Michel Thibodeau à Air Canada. Le résident d'Orléans, qui livre depuis plus de dix ans une bataille judiciaire contre Air Canada, souhaite mettre un terme, une fois pour toutes, aux violations répétées du transporteur à la Loi sur les langues officielles. C'est Me Ronald Caza qui représentera cette fois Michel Thibodeau et son épouse Lynda. Le couple s'était représenté lui-même devant la Cour fédérale et la Cour d'appel. Un jugement de la Cour fédérale, rendu en juillet 2011, donnait raison aux Thibodeau, qualifiant de « systémiques » les problèmes de respect de la Loi à Air Canada, et leur octroyant 12 000\$ en dédommagement.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/sur-la-colline-parlementaire/201305/02/01-4646822-droits-linguistiques-la-cour-supreme-entendra-michel-thibodeau.php>

2 mai 2013 - La Cour suprême du Canada accepte d'entendre deux causes qui opposent un citoyen d'Ottawa à Air Canada. Le plus haut tribunal du pays a rendu cette décision jeudi matin. Michel Thibodeau, qui livre une bataille juridique depuis plus de 10 ans contre Air Canada, reproche au transporteur aérien de ne pas avoir respecté ses obligations linguistiques lors d'un vol entre Montréal et Ottawa en 2000. Ce vol était alors assuré par Air Ontario, qui était une filiale d'Air Canada. M. Thibodeau avait exigé d'être servi en français par un agent de bord qui était un anglophone unilingue. Il avait remporté sa cause en Cour d'appel fédérale. Le citoyen d'Ottawa et sa femme avaient intenté une autre poursuite contre le transporteur en 2009 après avoir effectué quatre autres vols aériens. Dans son jugement, la Cour d'appel fédérale avait cette fois donné raison à Air Canada.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2013/05/02/005-cour-supreme-thibodeau-air-canada.shtml>

International - *Francophonie*

29 avril 2013 – United Kingdom : Welsh language musicians and the BBC have argued over the level of royalty payments at a copyright tribunal. Radio Cymru cut its hours and replaced pop with hymns and classical music after losing the right to play more than 30,000 songs from New Year's Day. Musicians' group EOS allowed the BBC a temporary reprieve in February but want the interim payments to almost triple. The hearing will determine the interim licence fee payable by the BBC to EOS until the case is fully resolved. EOS represents around 300 musicians who broke away from the Performing Right Society (PRS) in a row over payments, claiming Welsh language musicians were being paid substantially less than their English language counterparts. <http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-22336188>